

# « Je ne vais pas construire de mur autour du Québec »

François Legault, nouveau premier ministre du Québec, a décidé de donner un coup de frein à l'immigration

## ENTRETIEN

**I**nvité au Forum économique mondial de Davos, François Legault, élu premier ministre du Québec le 18 octobre 2018, a entamé sa visite européenne par un passage à Paris où il a rencontré le président, Emmanuel Macron. C'est là, dans la capitale française, que l'ancien homme d'affaires a reçu *Le Monde* pour donner sa version de son « *nationalisme assumé* ».

**Avec votre large victoire, vous avez bouleversé le système politique québécois et imposé l'idée d'une « troisième voie » entre les traditionnels Parti québécois (PQ, souverainiste) et Parti libéral du Québec (PLQ, fédéraliste). Sur quoi cette élection a-t-elle reposé ?**

Ces cinquante dernières années, le Québec a vécu une situation politique particulière. Toutes les élections ont tourné autour de la question constitutionnelle. Alors que, dans la plupart des pays, les débats tournaient autour de la question droite ou gauche, nous devions nous prononcer pour ou contre la souveraineté de notre province.

Il nous fallait sortir de cette polarisation et penser à d'autres priorités comme l'éducation, la santé et l'économie. C'est cette troisième voie que nous avons proposée et avons appelée « *nationalisme* ». Mais, attention, le mot n'a pas la même définition chez nous qu'ici, en France. Pour nous, il s'agit d'un Québec qui défend sa langue, ses valeurs, son identité. Je parle d'un nationalisme qui peut se vivre à l'intérieur du Canada, j'en suis convaincu.

Cela pose évidemment des défis, on le voit dans nos discussions avec le premier ministre canadien, Justin Trudeau. Mais nos propositions répondent aux souhaits d'une grande partie des Québécois. Il s'agit d'une position nationaliste assumée, apportant des propositions qui sont autant de gestes identitaires forts.

**Parce que, selon vous, il y a une crise d'identité au Québec ?**

Partout dans le monde, on observe une crise identitaire face au multiculturalisme. Parfois, cela mène à des dérapages comme, en France, avec Marine Le Pen. J'ai toujours refusé d'être associé à elle.

**La candidate d'extrême droite a pourtant applaudi votre victoire...**

Oui, mais on ne peut pas empêcher un cœur d'aimer ! Pour nous, au Québec, au-delà de cette remise en question mondiale, s'ajoute la protection de notre langue. Le français sera toujours vulnérable en Amérique du Nord. Beaucoup plus que partout ailleurs. Si on regarde les statistiques, le Québec a accueilli 50 000 migrants en 2018, dont 53 % ne parlant pas le français. A ce rythme, nous aurons un demi-million d'immigrants en dix ans,

la très grande majorité s'installant à Montréal. Ce qui est beaucoup pour une population de 8 millions d'habitants. Avec le temps, la ville deviendra anglophone et le Québec, une espèce de Louisiane.

**Vous évoquez donc plutôt un nationalisme culturel ?**

Oui.

**Mais la sauvegarde de l'identité québécoise passe, selon vous, par une baisse de 20 % de l'immigration dans votre province. Cette mesure ne fait pas l'unanimité...**

Il faut d'abord savoir qu'avec 40 000 migrants par an le Québec va recevoir plus de migrants, toutes proportions gardées, que la France ou les États-Unis. Ensuite, cette réduction est temporaire, le temps pour nous d'affiner les critères que nous voulons mettre en place pour que, plus tard, on puisse, au besoin, réinverser la tendance. Je n'ai pas de problème à augmenter le nombre d'immigrants. Mais pour cela, nous devons pouvoir choisir ceux qui acceptent d'apprendre le français ainsi que les migrants qualifiés afin de répondre aux demandes du marché du travail.

Le taux de chômage est catastrophique chez les nouveaux arrivants, alors que le Québec connaît le plein-emploi. Si on ajoute le fait que la moitié ne parle pas français, on constate que nous avons dépassé notre capacité d'intégration. Pourquoi ? Parce que les gouvernements précédents n'ont pas suffisamment investi, entre autres, dans les cours de français. A nous d'investir dans ces cours. Ils seront gratuits pour tout le monde. C'est le devoir du Québec.

**Cette baisse nécessite l'aval d'Ottawa...**

C'est complexe parce qu'il y a trois catégories de migrants. Il y a les migrants économiques, qui représentent 60 % (du total) et dont le choix relève du gouvernement du Québec. Les 40 % de migrants restants se scindent en deux catégories : ceux du regroupement familial et les réfugiés. Le choix de ces immigrants dépend des autorités fédérales. Or, Ottawa n'oppose aucune exigence de connaissance du français, ni de critères de qualification en fonction du marché du travail. Ce sont eux qui posent problème. Un problème d'intégration, de reconnaissance des diplômes, des acquis et du choix des personnes.

Dans un premier temps, nous voulons nous concentrer sur les qualifications. Dans un deuxième temps, nous proposerons trois ans pour réussir un test de français obligatoire avant de donner la citoyenneté canadienne. Pour cela aussi, nous avons besoin de l'accord d'Ottawa.

**Vos opposants vous comparent à Donald Trump...**

Je refuse totalement cette comparaison. Je n'ai pas l'intention de

construire de mur autour du Québec. Je pense qu'il va trop loin dans son discours anti-immigration. Je ne suis pas contre l'immigration, je suis pro-intégration. Je suis libre-échangiste, lui est plutôt protectionniste. Nous sommes très différents.

**Mais populistes ?**

Je ne me considère pas comme populiste, c'est très clair. La montée des populismes dans le monde est inquiétante. C'est une simplification des enjeux, nourrie des inquiétudes de certaines populations. Au multiculturalisme, je préfère opposer un inter-culturalisme qui présente des valeurs communes. Notre société peut être enrichie par d'autres cultures. En revanche, cela implique des efforts d'intégration à ces valeurs communes.

**Comme l'interdiction de port de signes religieux pour certaines personnes ?**

**« Je ne me considère pas comme populiste,**

**c'est très clair. La montée des populismes est inquiétante »**

Ce que nous proposons est beaucoup moins étendu que ce que vous avez en France. Nous proposons d'interdire les signes religieux pour les personnes qui sont en position d'autorité, c'est-à-dire les policiers, les juges, les gardiens de prison et les enseignants du primaire et du secondaire. C'est très limité, on parle d'une minorité de la fonction publique. On ne parle pas des lieux publics, des étudiants, des professeurs dans les universités.

Près de 80 % des Québécois sont d'accord avec cela.

M. Trudeau, qui est le fils de Pierre Elliott Trudeau, celui-là même qui a adopté la Charte canadienne des droits et libertés, dit que cela ne respecte pas ladite charte. Il oublie qu'il y a une clause dérogatoire qui peut être utilisée par une province pour déroger à la charte. Si nécessaire, et je l'ai déjà dit, j'utiliserai cette clause.

**Quid du crucifix posé sur le mur de l'Assemblée nationale ?**

La question est : où trace-t-on la ligne ? On a une croix sur notre drapeau, une croix sur le mont Royal, on a beaucoup de signes qui rappellent notre passé religieux. Cela fait partie de notre patrimoine, je ne suis pas mal à l'aise avec ça. Ce qu'il nous faut, c'est un cadre, un cap raisonnable. A nous de le donner pour éviter tout dérapage. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR  
NICOLAS BOURCIER

## LE PROFIL

**François Legault**

Homme d'affaires, millionnaire et cofondateur de la compagnie aérienne Air Transat en 1998, François Legault, 61 ans, a été membre pendant treize ans du Parti québécois avant de devenir chef de la formation Coalition avenir Québec. Avec plus de 37 % des voix, il a très largement remporté les élections d'octobre 2018 et fait basculer la Belle Province à droite. Il se présente comme progressiste en matière d'éducation mais conservateur sur les sujets économiques.